

CONVENTION DES AVOCATS DU MONDE

Signée à Paris, le 6 décembre 2008

CONVENTION BETWEEN LAWYERS OF THE WORLD

Signed in Paris of the 6th December, 2008

CONVENIO DE LOS ABOGADOS DEL MUNDO

Firmado en París el 6 de diciembre de 2008

LA PRÉSENTE CONVENTION REPREND ET COMPLÈTE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE LA DÉFENSE SIGNÉE À PARIS LE 26 JUIN 1987

THIS CONVENTION SUPPLEMENTS AND EXPANDS THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS, SIGNED IN PARIS ON THE 26TH OF JUNE 1987

EL PRESENTE CONVENIO RECOGE Y COMPLETA EL CONVENIO INTERNACIONAL DE SALVAGUARDA DE LOS DERECHOS DE LA DEFENSA FIRMADO EN PARÍS EL 26 DE JUNIO DE 1987

Soixante ans après l'adoption par l'assemblée générale des Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, document fondateur d'un nouvel ordre international, les avocats du monde, réunis à Paris à l'occasion de la Rentrée de la Conférence, ont décidé de compléter la Convention de sauvegarde des droits de la Défense qu'ils ont signée en 1987 afin de tenir compte des évolutions de nos sociétés et de la mondialisation, ainsi que de l'engagement de nombre d'entreprises multinationales en faveur du respect des droits de tout humain, source et finalité du droit.

Rappelant, l'adoption du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, des Principes de base relatifs au rôle du barreau ainsi que le Statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale, le présent document réaffirme la volonté des avocats du monde de coopérer ensemble à la consolidation de l'État de droit dans leur rôle de sentinelles des libertés.

Les parties à la présente convention s'engagent à unir leurs efforts et se mobiliser afin de promouvoir l'État de droit à travers le monde, renforcer les liens entre tous les avocats du monde et faire prévaloir l'ordre du droit sur le désordre des forces.

Sixty years after the General Assembly of the United Nations adopted the Declaration of Human Rights, a founding text which introduced a new world order, lawyers from around the world met in Paris as part of the *Rentrée de la Conférence*, and decided to expand the provisions of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, which they had signed in 1987. The expanded terms were intended to take into account the changes undergone by society and the effects of globalisation, as well as the pledge made by a number of multinational corporations to respect and fully recognise human rights for all - that being the source and end-purpose of the law.

Having regard to the adoption of the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and Basic Principles on the Role of Lawyers, as well as the Rome Statute of the International Criminal Court, this document is intended to reconfirm the willingness of the lawyers from around the world to work in concert to uphold the Rule of Law while assuming their role as sentinels of freedom.

The parties to this convention agree to unite their efforts to advocate the Rule of Law throughout the world, to build stronger links between all lawyers worldwide, and to promote the supremacy of law over arbitrary power and brute force.

Sesenta años después de la adopción por la Asamblea General de las Naciones Unidas de la Declaración Universal de Derechos Humanos, documento fundador de un nuevo orden internacional, los abogados del mundo, reunidos en París con ocasión de la *Rentrée de la Conférence*, han decidido completar el Convenio de Salvaguarda de los Derechos de la Defensa que firmaron en 1987, para tener en cuenta las evoluciones de nuestras sociedades y de la mundialización, así como el compromiso de numerosas empresas multinacionales en favor del respeto de los derechos de cualquier ser humano, fuente y finalidad del derecho.

Recordando el Pacto internacional relativo a los derechos civiles y políticos, el Pacto internacional relativo a los derechos económicos, sociales y culturales, los Principios de base relativos al papel de la abogacía así como el Estatuto de Roma que creó la Corte Penal Internacional, el presente documento reafirma la voluntad de los abogados del mundo de cooperar juntos a la consolidación del Estado de Derecho en su papel de centinelas de las libertades.

Las Partes al presente Convenio se comprometen a unir sus esfuerzos y a movilizarse para promover el Estado de Derecho a través del mundo, a reforzar los vínculos entre todos los abogados del mundo y a hacer prevalecer el orden del derecho sobre el desorden de las fuerzas.

ARTICLE 1 : L'AVOCAT

Cinq principes essentiels définissent l'avocat :

- l'indépendance et la liberté d'assurer la défense et le conseil de son client ;
- le respect du secret professionnel et de la confidentialité des affaires dont il a la charge, lui interdit de trahir son client tant auprès des autorités publiques que des personnes privées ;
- la prévention des conflits d'intérêt que ce soit entre plusieurs clients ou entre le client et lui-même ;
- l'autorégulation de la profession ;
- l'exercice de sa profession avec conscience, sous sa propre responsabilité, selon le droit et dans le respect de sa déontologie.

ARTICLE 2 : LES ORDRES, LES BARREAUX ET LES ASSOCIATIONS D'AVOCATS

Les avocats peuvent créer ou adhérer à des associations professionnelles indépendantes dont l'objet est de représenter leurs intérêts, d'encourager leur formation et de protéger leur intégrité et leur indépendance professionnelle.

De telles associations ont pour mission de mettre les avocats en mesure, sans ingérence indue, de conseiller et d'aider leurs clients conformément à la loi, ainsi qu'aux normes professionnelles reconnues et à la déontologie.

ARTICLE 3 : L'AVOCAT HORS FRONTIÈRES

Tout avocat doit pouvoir conseiller et apporter son concours à la défense hors de ses frontières, à charge pour lui de se conformer aux principes généraux de la profession ainsi qu'aux règles professionnelles applicables dans son pays et aux règles définissant ses droits et obligations auprès de la juridiction étrangère.

ARTICLE 4 : L'AVOCAT ET L'ÉCONOMIE

Dans l'exercice de ses fonctions, l'avocat s'efforce de conduire ses clients, personnes physiques ou morales, lorsqu'ils souhaitent développer leurs entreprises dans quelques pays que ce soit, à respecter le droit international relatif aux droits de l'Homme et ainsi veiller à ce qu'ils ne se rendent pas complices de violations.

ARTICLE 5 : L'AVOCAT ET LA JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE

Les organisations d'avocats signataires de la présente convention associent leurs efforts au développement de la justice pénale internationale en facilitant, par toute action, l'exercice de la défense devant ces juridictions.

ARTICLE 6 : L'ASSISTANCE CONFRATERNELLE

Les organisations professionnelles signataires décident de concourir activement à la formation des jeunes juristes du monde entier notamment par la généralisation du e-learning, des échanges de stagiaires et de l'envoi de membres de leur barreau pour aider ceux qui en feront la demande.

De la même manière, les organisations signataires mettront en place des missions d'observation judiciaire, mandatées par tous les barreaux qui seront sollicités afin, par leur présence, de témoigner du droit chaque fois que seront mis en cause les droits de tout humain et les libertés fondamentales consacrées par la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

ARTICLE 7 : L'ORGANISATION DES BARREAUX DU MONDE

Les parties signataires de la présente convention sont convenues de faire le point, par tous moyens, sur leurs actions, de débattre des évolutions souhaitables et de lancer de nouvelles initiatives de nature à faire progresser dans le monde l'État de droit et le respect de la personne humaine.

ARTICLE 1: THE LAWYER

A lawyer is guided by five fundamental principles:

- independence and freedom in defending and advising his client;
- a duty to respect attorney-client privilege and confidentiality when handling a legal matter entrusted to him, precluding him from betraying secrets to public authorities or private individuals;
- a duty to avoid conflicts of interest, either between several clients or between the client and himself;
- self-regulation of the legal profession;
- a duty to exercise his profession while acting according to the dictates of his conscience, under his own responsibility, in accordance with the law, and while respecting his professional code of ethics and conduct.

ARTICLE 2: BAR ASSOCIATIONS AND PROFESSIONAL ASSOCIATIONS OF LAWYERS

Lawyers may create or join independent professional associations whose object is to represent their interests, promote training and protect their reputation and good standing, and their professional autonomy.

The purpose of such associations is to ensure that lawyers can give aid and advice to their clients, in accordance with the law and recognized professional standards and ethics, without undue outside interference.

ARTICLE 3: LAWYERS WITHOUT BORDERS

A lawyer may advise and give legal assistance, as well as present and defend his cases, beyond the borders of the country where he practices, provided that he complies with the general principles of the legal profession and the professional rules that apply in his country of practice and the rules governing his rights and obligations in the foreign jurisdiction.

ARTICLE 4: THE LAWYER AND ECONOMIC TRANSACTIONS AND ARRANGEMENTS

When his legal practice entails dealing with clients, be they private individuals or legal entities, wishing to develop their business or activities in any country whatsoever, the lawyer must encourage them to comply with international human rights laws and, accordingly, must ensure that they do not become complicit in any violations.

ARTICLE 5: THE LAWYER AND INTERNATIONAL CRIMINAL LAW

The lawyers associations having signed this convention pledge to work together toward promoting international criminal law by facilitating, by any necessary means, the right of counsel in such jurisdictions.

ARTICLE 6: COOPERATIVE ASSISTANCE AMONG MEMBERS OF THE LEGAL PROFESSION

The legal organisations having signed this convention agree to actively contribute toward training young legal practitioners and experts around the world, notably through broader reliance on e-learning, internship exchange programmes, and by sending members of their bar associations to assist those who express interest.

Similarly, the signatory organisations will set up legal observatories, whose members are to be appointed by bar associations, which, by their very presence, will bring attention to issues regarding the observance of human rights and fundamental freedoms as enshrined in the Universal Declaration of Human Rights of 1948.

ARTICLE 7: ORGANISATION OF WORLD BAR ASSOCIATIONS

The signatory parties hereof agree to give an overview and update of their efforts, by any means they deem appropriate, to discuss any courses of action they wish to pursue, and to undertake new initiatives aimed at fostering the rule of law and respect for human rights.

ARTÍCULO 1 : EL ABOGADO

Cinco principios esenciales definen al abogado:

- la independencia y la libertad de asegurar la defensa y el consejo de su cliente;
- el respeto del secreto profesional y la confidencialidad de los asuntos que le son encargados le prohíben traicionar a su cliente tanto ante las autoridades públicas como ante las personas privadas;
- la prevención de los conflictos de interés tanto entre diferentes clientes como entre el cliente y el propio abogado;
- la autorregulación de la profesión;
- el ejercicio de la profesión con conciencia, bajo su propia responsabilidad, según derecho y respetando su deontología.

ARTÍCULO 2 : LOS COLEGIOS Y ASOCIACIONES DE ABOGADOS

Los abogados pueden crear o adherirse a asociaciones profesionales independientes cuyo objeto sea representar sus intereses, ayudarles en su formación y proteger su integridad y su independencia profesional.

Tales asociaciones tienen por misión poner a los abogados en condiciones, sin ingerencias indebidas, de aconsejar a sus clientes de acuerdo con la ley, con las normas profesionales reconocidas y con la deontología.

ARTÍCULO 3 : EL ABOGADO EN EL EXTERIOR DE SUS FRONTERAS

Cualquier abogado debe poder asesorar y aportar su concurso a la defensa más allá de sus fronteras siempre que respete los principios generales de la profesión así como las reglas profesionales aplicables en su país y las que regulan sus derechos y obligaciones en la jurisdicción extranjera.

ARTÍCULO 4 : EL ABOGADO Y LA ECONOMÍA

En el ejercicio de sus funciones, el abogado se esfuerza en conseguir que sus clientes, personas físicas o jurídicas, cuando desean desarrollar sus empresas en cualquier país, respeten el derecho internacional relativo a los Derechos Humanos y vigila así para que no sean cómplices de tales violaciones.

ARTÍCULO 5 : EL ABOGADO Y LA JUSTICIA PENAL INTERNACIONAL

Las organizaciones de abogados firmantes del presente Convenio asocian sus esfuerzos para el desarrollo de la justicia penal internacional, facilitando, por toda clase de acciones, el ejercicio de la defensa ante estas jurisdicciones.

ARTÍCULO 6 : ASISTENCIA ENTRE COMPAÑEROS DE PROFESIÓN

Las organizaciones profesionales firmantes acuerdan colaborar activamente en la formación de jóvenes juristas del mundo entero, de manera especial por la generalización del e-learning, por intercambio de abogados en prácticas y por el envío de abogados para ayudar a los que lo soliciten.

De igual manera, las organizaciones firmantes organizarán misiones de observación judicial, en representación de los Colegios a los que se les haya solicitado, para, con su presencia, dar testimonio del derecho, cada vez que estén en causa los derechos de cualquier ser humano y las libertades fundamentales consagradas por la Declaración Universal de 1948.

ARTÍCULO 7 : ORGANIZACIÓN DE LA ABOGACÍA DEL MUNDO

Las Partes firmantes del presente Convenio han acordado informarse, por toda clase de medios, sobre sus acciones, analizar las evoluciones deseables y lanzar nuevas iniciativas susceptibles de hacer progresar en el mundo el Estado de derecho y el respeto de la persona humana.